

MARCHE DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE

Objet du marché : Travaux de réaménagement du CHUVAC – Bâtiment 17

Maître de l'ouvrage : **Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse**

Adresse : 23 chemin des Capelles - BP 87614

31076 Toulouse - cedex 3

Date limite de réception des offres : **Vendredi 6 mars 2026 à 17 h 00**

Sommaire

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHÉ	3
1.1. Nature et étendue des travaux.....	3
1.2. Codes CPV (nomenclature achat communautaires) pertinents	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
1.3. Durée du marché – Reconduction – Délais d’exécution	3
1.4. Marché réservé.....	<i>Erreur ! Signet non défini.</i>
ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION	4
2.1. Procédure de passation mise en œuvre.....	4
2.3. Contenu du dossier de consultation	5
2.4. Variantes	5
2.5. Délai de validité des offres	5
2.6. Visite des lieux d'exécution du marché.....	5
2.7. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER.....	6
ARTICLE 4 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
4.1. Eléments nécessaires à la sélection des candidatures	7
4.2. Eléments nécessaires au choix de l’offre	8
ARTICLE 5 – CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
5.1. Conditions de la dématérialisation.....	8
5.2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées.....	9
5.3. Modalités de signature des candidatures et des offres.....	9
ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	10

1.1. Nature et étendue des travaux

L'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse, construite sur un campus de 54 ha depuis les années 1960, dispense des formations vétérinaires et de santé publique. Des consultations générales ou spécialisées sont dispensées et une grande offre de soins proposées au sein de sa structure hospitalière de référence, le CHUVAC, animée par des vétérinaires généralistes et spécialistes, et soutenue par un plateau technique évolutif de haut niveau.

Le bâtiment 17 concentre une partie des activités cliniques, en particulier :

- ⇒ Un pôle de consultations réservées aux chiens et aux chats. Certaines salles sont dédiées à chacune des deux espèces, afin d'améliorer le confort des animaux,
- ⇒ Un secteur d'imagerie médicale. Le CHUV dispose d'équipement d'imagerie dernière génération (échographie, capteurs plan). Un scanner est également en service depuis la fin de l'année 2014
- ⇒ Une pharmacie centrale, permettant ainsi la délivrance des médicaments prescrits par l'équipe médicale.
- ⇒ L'accueil des clients.

Le réaménagement du bâtiment vient répondre à un déficit fonctionnel. Il s'opère en deux temps :

- ⇒ L'ajout d'un bâtiment modulaire en connexion directe (« phase 1 », hors périmètre du présent marché).
- ⇒ Ensuite, **les travaux de réaménagement**, objet du présent marché.

La présente opération est allotie de la manière suivante :

Lot n°	Libellé du lot	CPV du lot
1	Désamiantage, déplombage	45262660
2	Démolition, dépose, gros-œuvre, maçonnerie	45262522
3	Menuiseries extérieures	45421000
4	Plâtrerie, faux plafonds	45410000
5	Menuiseries intérieures	45421000
6	Courants forts et faibles, SSI	45310000
7	Chauffage-ventilation-climatisation, Plomberie	45331000
8	Peinture, revêtements de sols et muraux	45442100

Lieu d'exécution : ENVT - 23 chemin des Capelles à Toulouse (31076)

L'ensemble des travaux seront réalisés dans un bâtiment où l'activité sera maintenue avec de nombreux flux (étudiants, personnels, clientèle...). En l'espèce, les zones travaux seront libérées par phase, selon le principe d'une opération à tiroir.

1.3. Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution

La durée des travaux et les délais d'exécution figurent à l'article 7 de l'AE valant CCAP.

1.4. Tranches optionnelles

La présente opération comporte des tranches optionnelles :

Tranche optionnelle n°1	Phases Travaux 5A et 5B
Tranche optionnelle n°2	Phases Travaux 6A et 6B

Lot n°	Libellé du lot	Tranche Ferme	Tranche Optionnelle n°1	Tranche Optionnelle n°2
1	Désamiantage, déplombage	X		
2	Démolition, dépose, gros-œuvre, maçonnerie	X	X	X
3	Menuiseries extérieures	X		
4	Plâtrerie, faux plafonds	X	X	X
5	Menuiseries intérieures	X	X	X
6	Courants forts et faibles, SSI	X	X	X
7	Chauffage-ventilation-climatisation, Plomberie	X	X	X
8	Peinture, revêtements de sols et muraux	X	X	X

La réponse aux tranches optionnelles est obligatoire.

1.5. Prestations supplémentaires éventuelles

La présente opération dispose des prestations supplémentaires éventuelles suivantes :

Lot n°	PSE n°1	PSE n°2	PSE n°3	PSE n°4
8	Ragréage et sol souple locaux de la phase 2A	Ragréage et sol souple locaux de la phase 2B	Ragréage et sol souple locaux de la phase 3	Ragréage et sol souple locaux de la phase 4

La réponse aux PSE est obligatoire.

1.6. Intervenant sur l'opération

⇒ Contrôle Technique :

SOCOTEC	Ronan RONCIN	ronan.roncin@socotec.com	07 88 13 32 78
----------------	--------------	--	----------------

⇒ CSPA :

ALPES CONTROLES	Patrick PEYRON	ppeyron@alpes-controles.fr	07 88 58 00 30
------------------------	----------------	--	----------------

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION

2.1. Procédure de passation mise en œuvre

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique et selon les modalités particulières suivantes :

La procédure mise en œuvre est une procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation

Le pouvoir adjudicateur éliminera les candidats dont la candidature sera jugée irrecevable ou dont les capacités seront jugées insuffisantes. Il procédera ensuite à l'analyse des offres remises par les candidats retenus. Il se réserve toutefois la possibilité de procéder à une négociation avec les trois premiers, après analyse et classement des offres.

Le pouvoir adjudicateur éliminera les offres inappropriées et décidera d'engager ou non les négociations, le pouvoir adjudicateur pouvant en toute hypothèse décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Dans l'affirmative, il décidera s'il admet ou non à la négociation les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur aura admis à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables, il devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer, les offres qui demeureraient irrégulières ou inacceptables.

Le pouvoir adjudicateur pourra cependant autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation.

2.3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants :

- 1. L'avis de publicité,
- 2. Le présent règlement de la consultation et annexes,
- 3. L'acte d'engagement valant CCAP,
- 4. Le cadre de décomposition du prix général et forfaitaire (CDPGF) du lot concerné (tranche ferme),
- 5. Le cadre de décomposition du prix général et forfaitaire (CDPGF) du lot concerné par une tranche optionnelle (tranches optionnelles n°1),
- 6. Le cadre de décomposition du prix général et forfaitaire (CDPGF) du lot concerné par une tranche optionnelle (tranches optionnelles n°2),
- 7. Le Cadre de réponse Technique (CRT),
- 8. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- 9. L'étude de Radioprotection,
- 10. Le diagnostic Amiante et Plomb avant travaux,
- 11. Le plan général de coordination,
- 12. Le rapport initial de contrôle technique,
- 13. Le planning prévisionnel de l'opération,
- 14. Les pièces graphiques.

Le cas échéant, ces pièces sont accompagnées des annexes qui y sont mentionnées.

2.4. Variantes

Aucune variante n'est autorisée au sens de l'article R2151-8 du Code de la Commande Publique.

En cas de transmission d'une ou plusieurs offres variantes, le pouvoir adjudicateur le rejettera sans les analyser.

2.5. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120) jours à compter de la date limite de réception des offres ou, en cas de mise en œuvre de la négociation, à compter de la date limite de réception des offres finales.

2.6. Visite des lieux d'exécution du marché

Visite obligatoire

Les dates des visites obligatoires sont :

- ❖ Visite 1 : **Jeudi 12 février 2026 à 14h**
- ❖ Visite 2 : **Jeudi 19 février 2026 à 14h**

Les candidats doivent prendre rendez-vous par email auprès de M. CASSOU : gregory.cassou@envt.fr

À l'issue des visites obligatoires, un registre mis à disposition sur le site devra être signé par les candidats. Aucune attestation de visite ne sera en conséquence délivrée.

Il ne sera répondu à aucune question dans le cadre des visites. Les questions doivent être posées via la plateforme de l'ENVT.

Aucune réponse orale à des questions écrites ne sera donnée lors de la visite.

Le soumissionnaire n'ayant pas effectué de visite pour le marché dont celle-ci est obligatoire verra sa candidature rejetée.

2.7. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 3 – RETRAIT DU DOSSIER

Cas général : DCE dématérialisé

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation des entreprises est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique.

Les candidats téléchargeront les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le profil d'acheteur.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard.zip (lisibles par les logiciels Win zip, Quick zip ou winrar par exemple) o Adobe® Acrobat® .PDF (lisibles par le logiciel Acrobat Reader)
- Rich Text Format. Rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : Word de Microsoft, WordPerfect, OpenOffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- .doc ou .xls ou .ppt (lisibles par l'ensemble Microsoft Office, OpenOffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...)
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics, ...)

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, en cas de suppression de l'adresse ou en cas de téléchargement du DCE ailleurs que sur le profil d'acheteur. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du DCE, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique au [08 20 20 77 43](tel:0820207743).

ARTICLE 4 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en français.

4.1. Eléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :

1/ Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature doit être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

2/ Une déclaration sur l'honneur (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et qu'il est en règle au regard des articles L 5212-1 à L 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

La déclaration sur l'honneur doit être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant au moment du dépôt de la candidature.

Le cas échéant, une copie du ou des jugements prononcés à cet effet, si le candidat est en redressement judiciaire, devra être fournie.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai l'acheteur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

3/ Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :

Capacité économique et financière :

Déclaration sur le chiffre d'affaire globale réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (voir DC2 en annexe pour cet aspect).

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Capacités techniques et professionnelles :

- Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par une simple déclaration du candidat. *(Intégrée dans le cadre de réponse technique).*

La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées aux 2/ et 3/ ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution des divers lots du marché. En ce cas, il produira une attestation de sous-traitant actant de son engagement à intervenir en cas d'attribution.

Pour la présentation des éléments de leur candidature :

- Les candidats pourront faire usage des formulaires DC1 et DC2 qu'ils pourront se procurer sur le site du ministère de l'économie à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulairesdeclarationducandidat>

4.2. Eléments nécessaires au choix de l'offre

❖ Critères de jugement des offres

- Selon la pondération suivante :

CRITERE	PONDERATION
Prix	45%
Technique	55%

La valeur technique de l'offre sera appréciée selon les axes suivants :

- **Sous critère 1** : Organisation générale
- **Sous critère 2** : Méthodologie d'exécution en site occupé
- **Sous critère 3** : Moyens humains et matériels pour la réalisation des prestations
- **Sous critère 4** : Déchets et environnement
- **Sous critère 5** : Qualité et environnement

La valeur technique de l'offre s'apprécie au regard du Cadre de réponse technique (CRT) joint au présent DCE. Ce cadre de réponse technique doit être joint à l'offre, sous peine de nullité sur la base de l'offre irrégulière décrite dans le code de la commande publique. « Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète... »

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1. Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- Standard .zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf .doc ou .xls ou .ppt
- .odt, .ods, .odp, .odg
- Le cas échéant, le format DWF
- Ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png Le soumissionnaire est invité à :
- Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- Traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

5.2. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : [08 20 20 77 43](tel:0820207743) Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.^[1] Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde : Conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- Un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique.
- Une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

5.3. Modalités de signature des candidatures et des offres

La signature des candidatures et des offres est imposée mais la signature électronique n'est pas imposée.

Les candidatures et offres transmises par voie électronique doivent être signées.

L'acheteur laisse la possibilité aux candidats de signer les candidatures et offres via une signature électronique ou de signer manuscritement les documents, puis de les scanner afin qu'ils soient intégrés sur le profil d'acheteur. De même, en cas de candidature d'un groupement, l'acte d'habilitation du mandataire à signer le

marché au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement peut être signé électroniquement ou de manière manuscrite, puis scanné pour une transmission électronique. Dans ce cas, le mandataire devra pouvoir produire sans délai l'original sous sa forme native (sous format papier ou électronique) sur demande du pouvoir adjudicateur.

En cas de signature manuscrite des candidatures et des offres, les documents devront être signés à l'attribution soit électroniquement soit manuscritement.

Si le candidat opte pour la signature électronique, les candidatures et offres devront être signées au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique. Les certificats de signature électronique utilisés doivent être **conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS »**.

La signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visade-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1er octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via le profil d'acheteur au plus tard six (6) avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée au plus tard quatre (4) jours avant la date limite de réception des offres à tous les candidats ayant reçu le dossier.

Annexe au présent document :

Annexe 1 : DC1

Annexe 2 : DC2

Annexe 3 : Déclaration sur l'honneur